

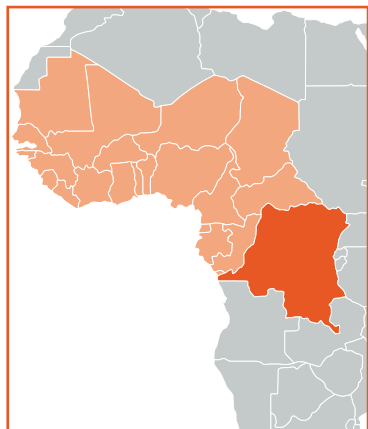


©Sahel N.M. Vangu

Investir dans les populations rurales en **République démocratique du Congo**

La République démocratique du Congo est membre du Fonds international de développement agricole (FIDA) depuis 1977. Le premier financement du FIDA en République démocratique du Congo date de 1980 et portait sur un projet de développement de la culture du maïs dans les petites exploitations du Kasai Oriental.

Deux autres projets seront financés dans les années 1980, l'un dans le Kasai Occidental, l'autre dans le Katanga. A la suite d'une longue période de suspension du portefeuille du FIDA en République démocratique du Congo, de 1993 à 2003, due aux guerres et conflits qui ont secoué le pays, la coopération entre le FIDA et les autorités de la République démocratique du Congo sera relancée. En 2005, le Programme de Relance Agricole dans la Province de l'Equateur (PRAPE) marquera le retour des activités du FIDA en République démocratique du Congo. A la fin du 1er semestre 2016, huit projets auront bénéficié d'un financement du FIDA dans dix (10) provinces différentes (Kasai Oriental, Kasai Occidental, Katanga, Equateur, Province Orientale, Maniema, Bas Congo, Kinshasa, Bandundu, Nord Kivu) sur les onze (11) provinces de l'ancienne configuration administrative (à l'exception de la province du Sud Kivu qui n'a pas bénéficié d'un projet financé par le FIDA). Leur coût estimé total est de 339 millions d'USD, avec un financement du FIDA à hauteur de 224,2 millions d'USD, soit deux tiers du coût total du portefeuille.



La population rurale en République démocratique du Congo est estimée à 65 millions personnes, dont plus de 65% de jeunes

Éradiquer la pauvreté rurale en République démocratique du Congo

La population rurale en République démocratique du Congo est estimée à 65 millions de personnes, dont plus de 65% de jeunes. Le secteur agricole et rural de la République démocratique du Congo possède un potentiel considérable et offre de réelles opportunités, notamment:

- un marché potentiel de plus de 100 millions d'habitants, en considérant, à la fois, les provinces du pays et le marché transfrontalier;
- une disponibilité d'environ 80 millions d'hectares de terres arables et 40 millions d'hectares de terres irrigables, dont moins de 10% seulement sont exploitées;
- des ressources naturelles et une pluralité écologique permettant la promotion de systèmes de production diversifiés et inclusifs, notamment pour les femmes et les jeunes, sous forme de chaînes de valeurs intégrées, respectueuses de l'environnement et résilientes aux aléas climatiques et socio-économiques.

Il en résulte un regain d'intérêt pour le secteur agricole et rural dans le cadre de la diversification économique de la République démocratique du Congo.

L'État congolais a adopté en 2010 une Stratégie Sectorielle de l'Agriculture et du Développement Rural (SSADR) qui a servi de soubassement au Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), couvrant la période 2014-2020. Le PNIA, dont le coût est estimé à 5 730,8 millions d'USD, est construit autour de cinq axes prioritaires:

- promouvoir durablement les filières agricoles, au premier rang desquelles les filières vivrières, et développer l'agri-business afin d'améliorer les revenus des paysans et des autres opérateurs du secteur;
- améliorer la gestion de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations et constituer des réserves stratégiques;
- développer et diffuser les produits de la recherche auprès des utilisateurs;
- améliorer la gouvernance agricole, promouvoir l'intégration de l'approche genre et renforcer les capacités humaines et institutionnelles;
- réduire la vulnérabilité du secteur agricole aux changements climatiques.

Dans le cadre de la formulation d'un Plan stratégique national de développement (PSND), entamée en 2016 pour la période 2017-2050, l'agriculture constitue le principal secteur de diversification de l'économie et l'État compte combiner la stratégie d'implantation des Parcs agro-industriels (PAI) avec celle de des Centres de développement intégré (CDI).

La stratégie du FIDA en République démocratique du Congo

Axé sur les résultats et produit des consultations avec les différentes parties prenantes sur le terrain, le programme d'options stratégiques (COSOP) pour la République démocratique du Congo (2012-2016) a deux objectifs stratégiques:

- l'amélioration de l'accès à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés locaux pour les petits producteurs;
- la professionnalisation des organisations paysannes (OP) afin qu'elles deviennent des partenaires économiques et des interlocuteurs clés dans les zones rurales.

Le consortium FIDA – FAO – PAM est actuellement le chef de file des partenaires techniques et financiers en matière de stratégies de développement agricole et rural et de dynamiques communautaires. Le prix d'excellence a été décerné en 2014 au Gouvernement et à ce consortium pour leur collaboration en la matière.

En accord avec le nouveau cadre stratégique du FIDA pour 2016-2025, les programmes et projets du FIDA en République démocratique du Congo mettent l'accent sur une transformation inclusive et durable du monde agricole et rural au sens large, selon trois aspects prioritaires:

- le développement de chaînes de valeur, liant la production à la transformation et la commercialisation des produits et denrées alimentaires, et facilitant les échanges entre les milieux ruraux et urbains;

- le renforcement des structures d'appui aux politiques publiques agricoles et de développement rural, à l'échelle centrale comme décentralisée, pour favoriser l'investissement dans le domaine agricole;
- le financement de l'agriculture et de l'entrepreneuriat rural, qu'il s'agisse de micro-entreprises unipersonnelles ou de petites et moyennes entreprises, souvent à l'initiative des femmes et des jeunes porteurs de projets.

La diversification économique en République démocratique du Congo repose sur le développement de chaînes de valeur à travers une efficacité accrue des politiques publiques agricoles et de développement rural, favorables à l'investissement.

Opérations en cours

Le Programme intégré de réhabilitation de l'agriculture dans la province du Maniema (PIRAM)

Le Programme a deux objectifs spécifiques:

- augmenter les revenus des communautés vivant dans la zone du Programme, grâce, d'une part, à la relance de la production agricole, piscicole et d'élevage, et, d'autre part à l'amélioration de l'accès au marché des produits agricoles;
- améliorer l'accès aux services sociaux de base (santé, éducation, eau potable et assainissement).

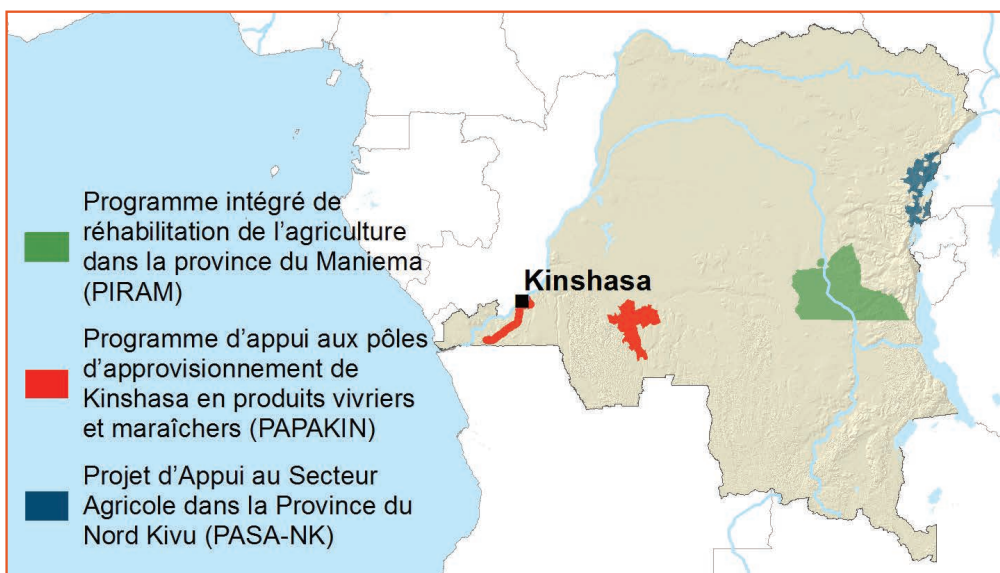
Le PIRAM est structuré autour de trois composantes techniques: la réhabilitation des infrastructures et des voies de desserte agricole; l'appui à la relance de l'agriculture et de la pêche; l'amélioration de l'accès à la santé et à l'eau potable; et d'une composante de coordination et de gestion. La zone du projet couvre quatre bassins de production correspondant aux territoires de Kasongo, Pangî, Kabambaré, Kibombo et l'hinterland de Kindu.

Le coût total du PIRAM s'élève actuellement à 49 millions d'USD, dont un don du FIDA pour un montant de 22 millions d'USD, un prêt de l'OFID pour un montant de 10,2 millions d'USD, clôturé en décembre 2015, auquel a succédé un nouveau prêt OFID de 10 millions d'USD effectif depuis juin 2016, une contribution du Gouvernement de 5,5 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 3,5 millions d'USD.

Les principales réalisations du PIRAM sont:

- la réhabilitation de 230 km sur la route nationale 31 et de 240 km de voies de desserte agricole dans les territoires de Pangî, Kasongo et Kabambare, désenclavant 194 villages et réduisant les coûts de transport des marchandises et des passagers. Un dispositif d'entretien de la RN 31 et des voies de desserte agricole est en place et un contrat a été établi entre le Fonds national d'entretien routier et les Comités locaux pour l'entretien routier;
- l'amélioration du rendement pour les variétés améliorées de riz est de 1,5 à 2 tonnes par hectare, soit le double des variétés locales, et pour les variétés améliorées de manioc semble être le triple des variétés locales, soit une estimation de 15 à 20 tonnes par hectare;

Un total de **562 associations** de base agricoles ont bénéficié de l'appui du Programme (PIRAM)



- un total de 562 associations de base agricoles ont bénéficié de l'appui du Programme, de même que 17 Comités locaux pour l'entretien routier, 42 Comités de gestion des infrastructures sociales (centres de santé, dépôts pharmaceutiques, ouvrages hydrauliques) et 3 organisations paysannes faitières dans le décorticage du riz et la commercialisation du riz blanc.

Le Programme d'appui aux pôles d'approvisionnement de Kinshasa en produits vivriers et maraîchers (PAPAKIN)

Le Programme a pour objectif global de contribuer de manière durable à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des paysans producteurs, à travers l'amélioration des niveaux de production et de participation dans les circuits de commercialisation des pôles d'approvisionnement maraîchers et vivriers de la ville de Kinshasa.

Le PAPAKIN est structuré autour de deux composantes techniques: la consolidation du pôle maraîcher et la relance du pôle vivrier, et d'une composante de coordination et de gestion.

Le PAPAKIN couvre deux zones principales: à l'Ouest, le pôle maraîcher, partant de la zone péri-urbaine de Kinshasa, passant par les territoires de Madimba et de Mbanza-Ngungu, et aboutissant au territoire de Songololo (districts de Lukaya et des Cataractes); à l'Est, le pôle vivrier dans les territoires de Bulungu, d'Idiofa et de Gungu du district du Kwilu.

Le PAPAKIN est financé à hauteur de 63,4 millions d'USD par un premier don du FIDA, la contribution du Gouvernement (essentiellement sous forme d'exonération de taxes) pour un montant de 5,4 millions d'USD et 1,8 million d'USD par les bénéficiaires. L'Institution Africain pour le Développement Economique et Social (INADES) contribue en nature à hauteur de 260 000 d'USD au coût du programme. Le PAPAKIN représente, à lui seul, plus d'un tiers du portefeuille, avec un coût global sur les deux phases de cinq ans chacune estimé à près de 114,9 millions d'USD.

Les principales réalisations du PAPAKIN sont:

- l'appui à 30 unions d'organisations paysannes en termes de renforcement de la gouvernance et des capacités de production à travers la vulgarisation de variétés et techniques améliorées;
- la production de 1 920 000 mètres linéaires de boutures secondaires de manioc, de même que de 90,4 tonnes de semences R1 de maïs, 45 tonnes de semences R1 d'arachide, 4,4 tonnes de semences R1 de niébé;
- l'organisation de l'installation de 240 hectares de palmeraies villageoises grâce à un partenariat public-privé entre le PAPAKIN, 8 unions et une entreprise;
- la réhabilitation de 132 km de routes en 2015, avec 578 km de routes existantes sous entretien par le comités locaux pur l'entretien routier depuis juillet 2015.

Le Projet d'appui au secteur agricole dans la province du Nord Kivu (PASA NK)

Le Projet, signé le 28 janvier 2016 et en cours de mise en œuvre, suite à la publication au Journal Officiel du 1er août 2016 de la loi du 15 juillet 2016 autorisant la ratification de l'accord de prêt, a pour finalité d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des ménages impliqués dans le projet.

L'objectif de développement du PASA NK est d'améliorer la productivité et la rentabilité de quatre cultures (maïs, riz, pomme de terre et café arabica) pratiquées par les petits producteurs.

Les objectifs du projet sont structurés autour de deux composantes techniques: le soutien au développement des capacités des acteurs d'appui aux filières agricoles et l'appui aux infrastructures rurales, et d'une composante de coordination et de gestion.

Le coût total du PASA NK s'élève à 53 millions d'USD, dont un don du FIDA de 16,9 millions d'USD, un prêt FIDA de 16,9 millions d'USD, une contribution attendue de l'OFID sous forme d'un prêt de 9,7 millions d'USD, une contribution du Gouvernement de près de 6 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 3,5 millions d'USD.

Le PASA NK est mis en œuvre dans la province du Nord Kivu, notamment les territoires de Beni, Lubero, Rutshuru, Nyiragongo et Masisi.

Le FIDA investit dans les populations rurales, en les autonomisant afin de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer leur résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 18 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont touché quelque 462 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – le centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Contact:

Carine Doganis
Directrice Pays et Représentante du FIDA
Bureau Pays du FIDA en République
démocratique du Congo
s/c PNUD Immeuble Losonia
Boulevard du 30 Juin
Kinshasa - Gombe
République démocratique du Congo
Tél.: +243 815 55 33 04
Email: c.doganis@ifad.org

Pour plus d'informations sur la pauvreté rurale en République démocratique du Congo, prière consulter le portail <http://www.ruralpovertyportal.org>



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Téléphone: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org
www.ruralpovertyportal.org
 ifad-un.blogspot.com
 www.facebook.com/ifad
 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)
 www.twitter.com/ifadnews
 www.youtube.com/user/ifadTV

Octobre 2016